



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

n° 1148/PE

Recommandé avec AR

Monsieur le Directeur
du Grand Port Maritime de Dunkerque
Direction de l'Aménagement et de l'Environnement
Département Management de l'Environnement
Port 2505
2505, route de l'Écluse Trystram
BP 46 534

59386 – DUNKERQUE cedex 1

Lille, le **29 AOUT 2016**

Monsieur le Directeur,

Vous avez sollicité une demande d'arrêté complémentaire d'autorisation au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau) concernant l'opération suivante « Dragage spécifique des sables au sein des zones d'entretien du port et le rechargement en sable de la digue des Alliés, modifiant l'arrêté préfectoral du 04 octobre 2013 », dossier enregistré sous le n° 59-2016-00070.

Vous trouverez ci-joint, l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 04 août 2016 relatif à cette demande.

Je vous serais obligé de bien vouloir me retourner, aussitôt que possible, daté et signé, l'accusé de réception ci-joint.

Je vous informe que le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent (cf. article 4 de l'arrêté préfectoral).

Lionel STANISLAVE, en charge de l'instruction de ce dossier, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03.28.03.84.11 – mail : lionel.stanislave@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

L'Adjointe à la Responsable du
Service Eau Environnement,

Sylvie MENACEUR

Copie à Monsieur le Responsable de la Délégation territoriale des Flandres

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi 8h-12h30 – 13h30-17h
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 10
62, boulevard de Belfort – CS 90007 - 59042 Lille cedex



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale des
territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

ACCUSE DE RECEPTION

Monsieur le Directeur du Grand Port Maritime de Dunkerque

certifie avoir reçu la pièce énumérée ci-après :

- Arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation au titre du code de l'environnement concernant le dragage spécifique des sables au sein des zones d'entretien du port et le rechargement en sable de la digue des Alliés, modifiant l'arrêté préfectoral du 04 octobre 2013 en date du 04 août 2016.
(APC 59-2016-00070)

A _____ le
(signature de l'intéressé)

Document à retourner à l'adresse indiquée ci-dessous

Direction départementale des territoires et de la mer
Service Eau Environnement – Unité Police de l'Eau
62, boulevard de Belfort – CS 90007 – 59042 LILLE CEDEX



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service Eau
Environnement

Unité Police de l'Eau

Arrêté préfectoral complémentaire sur le dragage spécifique des sables au sein des zones d'entretien du port et le rechargement en sable de la digue des Alliés, modifiant l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2013

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 214-1 à 11, R. 214-18 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant M. Michel LALANDE, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord à compter du 4 mai 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Artois-Picardie pour la période de 2016-2021 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures, abrogeant l'arrêté du 20 novembre 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2013 autorisant le dragage spécifique des sables au sein des zones d'entretien du port et le rechargement en sable de la digue des Alliés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la Préfecture du Nord ;

Vu la demande du Grand Port Maritime de Dunkerque sollicitant la modification de l'arrêté ci-dessus mentionné ;

Vu le rapport du directeur départemental des territoires et de la mer du 30 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Nord lors de la séance du 19 juillet 2016 ;

Vu le porter à connaissance du pétitionnaire du 21 juillet 2016 du projet d'arrêté statuant sur sa demande et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

Vu l'avis favorable du pétitionnaire par courriel du 22 juillet 2016 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer et du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Considérant que les modifications portées à l'autorisation délivrée ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs à l'objectif de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;

Considérant qu'il convient de prendre des dispositions particulières pendant la période annuelle de baignade ;

ARRÊTE

Article 1er

Le Grand Port Maritime de Dunkerque, dont le siège est situé Port 2505 - 2505, route de l'Ecluse Trystram - BP 46 534 - 59386 DUNKERQUE cedex 1, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exécuter les travaux supplémentaires décrit dans le porter à connaissance version 2 du 22 juin 2016.

Ces travaux sont soumis à la rubrique suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Autorisation (environ 963 mètres, incluant la zone construite suite aux travaux de la passerelle)

Le pied de digue sera décalé d'une largeur de 4 m maximum coté canal.

Article 2 – Prescriptions spécifiques à la réalisation des travaux supplémentaires

2.1 – Période d'intervention

Les travaux impactant le canal exutoire (renforcement du pied de digue, y compris batardeau mobile) devront être réalisés en dehors de la période du 15 juin au 15 septembre.

2.2 - Organisation du chantier

Le chantier sera placé sous la responsabilité d'un chef de chantier qui veillera à la bonne réalisation des opérations et au respect des prescriptions du présent arrêté. Ce dernier sera responsable de la tenue d'un journal de chantier, qui sera tenu à disposition du Service de Police de l'Eau.

Le batardeau mobile sera d'une longueur et d'une largeur maximales de respectivement 20 m et 3 m.

Il sera composé d'enrochements grossiers afin de ne pas être emportés par le courant. Leur pose/dépose sera assuré par des pelles mécaniques. Une surveillance visuelle de la qualité des eaux sera assurée, et le chantier sera arrêté en cas d'augmentation avérée de la turbidité. La méthodologie devra être adaptée avant reprise.

Toutes dispositions seront prises pour éviter la fuite de carburant et d'huiles hydrauliques, ainsi que le basculement des pelles mécaniques.

Le batardeau mobile et les matériaux seront intégralement évacués en fin de chantier. Une aire étanche sera aménagée pour le stockage des engins de chantier, en dehors des heures de travail, et des matériaux. Celle-ci sera aménagée pour intercepter toute pollution accidentelle (huiles, carburants, bétons, matériaux concassés, ...). Les opérations d'entretien et de vidange des engins et matériels de chantier sont interdites sur le site des travaux.

Les engins et matériels de chantiers devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Le poids des engins de terrassement circulant le cas échéant sur la plage ne sera pas supérieur à 30 tonnes.

La récupération et le stockage des substances toxiques seront effectués dans des bacs de rétention étanches et leur collecte par des entreprises spécialisées qui en assureront le transfert, le traitement et l'élimination. Aucun brûlis ne pourra avoir lieu sur le chantier.

L'écoulement naturel des eaux superficielles sera normalement assuré pendant les travaux ; il ne devra pas y avoir de lessivage de matériaux.

Un Plan Général de Coordination Environnementale (PGCE) en cas de pollution accidentelle sera mis en place par le Maître d'Ouvrage en concertation avec les Entreprises de travaux publics.

2.3 - Bruit du chantier

Les engins seront conformes à la réglementation, et notamment capotés lorsque nécessaire.

Les plages horaires de travail seront comprises entre 8h -12h et 13h-18h, en dehors des dimanches et jours fériés

Les niveaux sonores atteints à 500 mètres (soit les habitations les plus proches) sera de 45 dB) maximum en période nocturne et les dimanches et jours fériés.

Le maître d'ouvrage procédera à un enregistrement en continu des niveaux sonores en un point représentatif et le tiendra à disposition.

Si nécessaire, il demandera à l'autorité municipale des adaptations à l'arrêté préfectoral du 6 mai 1996 sur la lutte contre le bruit, conformément à son article 3 - dernier paragraphe.

2.4 - Récolement

Les plans de récolement des travaux seront tenus à disposition du service de police de l'eau. Ceux-ci mettront notamment en évidence les dimensions du pied de digue réellement aménagé.

Article 3

Les autres articles de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2013 demeurent inchangés.

Article 4 – Recours

L'arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, et par les tiers dans un délai d'un an à compter de la date de publication ou de l'affichage de la décision, dans les conditions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement.

Article 5 – Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet « les services de l'État dans le Nord » et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Un exemplaire sera affiché en mairie de Dunkerque et en mairie de quartier de Malo-les-Bains pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins des maires.

En outre, un avis relatif à cette autorisation sera publié par les soins de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Nord.

Article 6 – Exécution et diffusion de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur du Grand Port Maritime de Dunkerque et dont copie sera adressée, par la direction départementale des territoires et de la mer :

- > au Sous Préfet de Dunkerque,
- > au Maire de la commune de Dunkerque,
- > au Directeur de l'agence régionale de santé Nord-Pas de Calais,
- > au Directeur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Lille, le **04 AOUT 2016**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Gilles BARSACQ



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

n° 1149/PE

Monsieur le Maire de la Commune de
DUNKERQUE
Mairie de Dunkerque
Hôtel de ville
Place Charles Valentin

59140 DUNKERQUE

Lille, le **29 AOUT 2016**

Monsieur le Maire,

Monsieur le Directeur du Grand Port Maritime de Dunkerque a déposé une demande d'arrêté complémentaire d'autorisation au titre du code de l'environnement concernant le dragage spécifique des sables au sein des zones d'entretien du port et le rechargement en sable de la digue des Alliés modifiant l'arrêté préfectoral du 04 octobre 2013.

Vous trouverez, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois au moins, copie de l'arrêté préfectoral, en date du 04 août 2016.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Lionel STANISLAVE, en charge de l'instruction de ce dossier enregistré sous le n° 59-2016-00070, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03.28.03.84.11 - mail : lionel.stanislave@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Adjointe à la Responsable du
Service Eau Environnement,

Sylvie MENACEUR

Copie à Monsieur le chef de la Délégation territoriale des Flandres